



HAL
open science

La Formation de l'Etat, son évolution et son utilité systémique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La Formation de l'Etat, son évolution et son utilité systémique. Les fondements de l'action économique de l'Etat, Université Pierre Mendès France, Grenoble, 2000. hal-02557800

HAL Id: hal-02557800

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02557800>

Submitted on 29 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Formation de l'Etat, son évolution et son utilité systémique

Jacques Fontanel

In

**Les fondements de l'action de l'Etat.
Université Pierre Mendès France de Grenoble,
Côté cours,
Grenoble, 2000**

Résumé : La formation de l'Etat est un phénomène à la fois récent et récurrent. Elle s'est manifestée sous des formes différentes, non-linéaires, influencée par les guerres, les révolutions, les dictatures, les crises économiques, la recherche de valeurs démocratiques ou les effets de domination. L'Etat moderne est caractérisé par son organisation, son pouvoir de législation et la recherche d'une rationalité dans l'action. Il subit de nombreux effets de crise, mais il se présente aussi comme l'instance qui permet de réduire les effets pervers des marchés déséquilibrés. En l'absence d'un Etat capable d'exercer son action de souveraineté, de défense, de justice conforme aux lois, de police ou d'organisation des droits et devoirs de chacun, la crise économique est la conséquence de l'absence du contrôleur ultime d'un marché laissé à l'abandon des opportunistes illégaux et violents. L'exemple de la Russie de la fin du XXe siècle est évoqué.

The formation of the state is both a recent and recurrent phenomenon. It has manifested itself in different, non-linear forms, influenced by wars, revolutions, dictatorships, economic crises, the search for democratic values or the effects of domination. The modern state is characterized by its organization, its legislative power and the search for rationality in action. It suffers from many crisis effects, but it also presents itself as the forum for reducing the perverse effects of unbalanced markets. In the absence of a State capable of exercising its action of sovereignty, defence, justice in accordance with the law, police or organization of the rights and duties of everyone, the economic crisis is the consequence of the absence of the ultimate controller of a market left to the abandonment of illegal and violent opportunism. The example of Russia at the end of the 20th century is mentioned.

Etat, Crises économiques, biens publics, transferts, Russie, marchés, transition économique

State, Economic Crises, Public Goods, Transfers, Russia, Markets, Economic transition

La Formation de l'Etat, son évolution et son utilité systémique

Jacques Fontanel

In

**Les fondements de l'action de l'Etat.
Université Pierre Mendès France de Grenoble,
Côté cours,
Grenoble, 2000**

Résumé : La formation de l'Etat est un phénomène à la fois récent et récurrent. Elle s'est manifestée sous des formes différentes, non-linéaires, influencée par les guerres, les révolutions, les dictatures, les crises économiques, la recherche de valeurs démocratiques ou les effets de domination. L'Etat moderne est caractérisé par son organisation, son pouvoir de législation et la recherche d'une rationalité dans l'action. Il subit de nombreux effets de crise, mais il se présente aussi comme l'instance qui permet de réduire les effets pervers des marchés déséquilibrés. En l'absence d'un Etat capable d'exercer son action de souveraineté, de défense, de justice conforme aux lois, de police ou d'organisation des droits et devoirs de chacun, la crise économique est la conséquence de l'absence du contrôleur ultime d'un marché laissé à l'abandon des opportunistes illégaux et violents. L'exemple de la Russie de la fin du XXe siècle est évoqué.

Le rôle de l'Etat a beaucoup évolué dans le temps. Il est intéressant de rappeler sa genèse, mais aussi de mettre en évidence son action d'agent important dans la vie économique d'aujourd'hui.

A) Les évolutions de l'Etat comme acteur économique

Par les moyens de la vie associative, l'humanité a réalisé une véritable révolution humaine en créant la société civile et l'Etat. Pour Hobbes et Rousseau, notamment, l'état de nature ou l'état naturel représente la situation supposée de l'homme avant toute vie sociale. Mais cette analyse d'une évolution linéaire des sociétés humaines n'est pas toujours étayée scientifiquement et le passage de la société de nature à la société civile n'a certainement pas été réalisé d'un seul coup, dans un temps limité et avec une véritable volonté politique. Si le monde dans lequel nous vivons est incontestablement caractérisé par les Etats, cela n'a pas toujours été le cas. Les Etats ont connu des étapes dans leur développement. Il est possible de dégager, à grands traits, les principaux ingrédients qui participent à l'émergence et à l'essor du fait étatique.

a) Le temps de «l'état de nature»

Les populations vivant de la cueillette et de la chasse ont généralement développé les formes d'une démocratie anarchique. Elles ont créé des communautés familiales ou villageoises dirigées par un chef, parfois entouré d'un conseil, dont la nomination dépendait essentiellement de ses capacités. En règle générale, les plus âgés, déchargés des travaux difficiles de la survie individuelle et sociale, constituaient des instances de délibération qui déterminaient le sort de la communauté. Cette première conception d'assemblée démocratique constituait l'amorce de l'idée de décisions collectives et d'Etat. Les responsables veillaient d'abord à la défense du clan contre les attaques de l'extérieur. Au fond, la première fonction de cette société était de se protéger contre les autres groupes, avides de s'approprier les ressources d'autrui. Cependant, la vie en communauté n'allait pas toujours de soi et les chefs avaient pour fonction de régler les querelles intestines, soit par la coercition, soit par la concertation. L'évolution du groupe dépendait du potentiel de nourriture, les grandes communautés se développant dans les régions où la nourriture était abondante. Lorsque la pénurie apparaissait, les groupes se disloquaient et s'installaient généralement dans les endroits de voisinage, sur des terres encore faiblement explorées (et donc exploitées). La constitution de grands groupes a été déterminée par les besoins de vivre au sein d'une communauté suffisamment large pour permettre une réelle division du travail et pour se protéger contre les menaces externes et même internes (le faible nombre de famille personnalisant trop les relations entre le pouvoir et les individus). Les groupes restaient encore faiblement structurés et leurs règles étaient définies principalement par les convictions religieuses ou morales. Le chef devait s'imposer en tant que chef, car il n'existait aucune institution politique et il pouvait être à tout moment destitué.

b) Le temps de l'Etat-tribu

La sédentarisation des tribus provoquée par la culture régulière du sol a engendré l'émergence de l'Etat tribal. Les agriculteurs souhaitaient protéger leurs territoires et leurs récoltes contre les exigences d'autres tribus. La propriété du sol a conduit alors au développement de rapports de domination et d'exclusion. Dans ces conditions, des structures politiques stables devenaient essentielles à la vie sociale, d'autant qu'une société d'échange prolongeait nécessairement le double impératif de la propriété et de la protection de celle-ci. Les formes de pouvoir dans ces sociétés variaient du despotisme absolu à des formes encore primitives de démocratie. Les raisons de ces évolutions dépendaient de la conquête pour le pouvoir et des forces en présence. Le chef traditionnel cherchait à conserver son pouvoir et même à le transmettre à ses héritiers (ce qui, dans le temps de sa domination, assurait encore plus fermement son propre pouvoir). Alors qu'à

l'origine, le chef devait faire la preuve quotidienne de sa supériorité et de son aptitude au commandement dans l'esprit du bien tribal, il a cherché ensuite à obtenir une obéissance absolue, sans contrainte de compétence personnelle. Il utilisa alors la religion ou les pouvoirs magiques pour se présenter comme un représentant des forces surnaturelles. Dès lors le chef est devenu intouchable, véritable représentant des forces divines, puisqu'il était le seul à connaître les voies menant aux dieux. Dans ces conditions, le Conseil qui l'entourait perdit de son prestige et de son pouvoir, favorisant la concentration du pouvoir, souvent par la violence, notamment sur la résolution des conflits personnels ou entre clans, la protection collective et la définition et à l'application du droit. Le chef de la famille disposait d'un pouvoir considérable sur les membres de la famille, pouvoir qui pouvait aller jusqu'à la peine de mort (droit romain). Les petites tribus, en cherchant une union plus ou moins générale, laissaient les chefs de l'union se débarrasser des chefs tribaux (notamment par la fourniture de privilèges propres à limiter leurs prétentions). À l'intérieur des nouvelles sociétés apparaissaient alors de nouveaux statuts : la tribu du chef était privilégiée, alors que les autres tribus supportaient des statuts différents pouvant aller de l'égalité avec la tribu dominante jusqu'à l'esclavage. Généralement, les terres étaient réparties de manière inégale au profit des membres proches du pouvoir et les habitants d'une région étaient placés sous la tutelle d'un seigneur qui pouvait leur imposer les tailles et la corvée. La notion de hiérarchie dans le droit est alors apparue, celui du roi étant d'ordre supérieur et donc s'imposant à celui du vassal. Le suzerain tentait généralement d'imposer de lourds fardeaux aux vassaux de façon à mieux assurer sa domination. C'est ainsi que, au milieu du XX^e siècle, les paysans d'Haïlé Sélassié étaient encore obligés de payer en impôts 70 à 80 % de leurs revenus, ce qui les conduisait inéluctablement à être expropriés et à devenir les ouvriers ou les serfs du seigneur.

c) Le temps de l'Etat territorial moderne

L'Etat territorial moderne s'est révélé d'abord avec la constitution des villes le long des routes du commerce ou des endroits stratégiques de protection de la collectivité (frontières, nécessité militaires, siège de la justice). La famille perdit de son importance au profit de l'Etat et de l'individu. Le droit devint de moins en moins accolé à la tribu, mais au territoire. La dépendance « sociale » se développa en raison de la division du travail, accélérée par l'essor du fait citadin dont elle est à l'origine. La ville proposa alors certains services collectifs à la communauté autres que celui de la protection commune, comme les hôpitaux, l'approvisionnement en eau ou la monnaie. L'idée de l'intérêt général se répandit et les services collectifs et la bureaucratiation se développèrent, favorisant aussi la centralisation de la société. Les fonctions sociales ne furent plus attribuées seulement en raison de la naissance, mais en fonction des aptitudes, favorisant ainsi le dévelop-

pement du fonctionnariat, l'établissement d'une armée permanente (soldats de métier et non plus mercenaires) et l'émergence d'une bureaucratie d'Etat, marquée par l'idée de service public (la Rome antique du temps de Cicéron, l'Angleterre du XV^e siècle, la France XVI^e siècle). Le chef de famille perdit la plus grande partie de ses attributions, avec l'intervention du pouvoir central dans la gestion juridique de la famille. Le souverain vit ses pouvoirs s'élargir, du fait de la dépendance des citoyens à son égard. Il s'attaqua même aux forces qui l'avaient aidé à s'installer (Eglise, nobles). Il est souvent arrivé que le souverain devienne le véritable chef religieux et spirituel, mettant ainsi sous son contrôle toute la hiérarchie religieuse. Si l'Islam jugeait qu'il ne pouvait y avoir d'autres règles de législation que le Coran, la loi unique immuable, cela n'empêcha pas la plupart des Etats islamiques de se doter de règles générales de fonctionnement de la société, parfois très interprétatifs eu égard aux exigences du dogme. L'Etat créa alors le droit. Les lois comprenaient des principes moraux, les droits et devoirs des soldats, les obligations des citoyens à l'égard du roi et de ses représentants. L'Etat, ce n'était plus vraiment Louis XIV ; au pire, c'était seulement l'expression de ses volontés, au mieux c'était un contrôle provisoire et instable de la toute-puissance de l'Etat. En France, le clergé et la noblesse n'avaient pas les mêmes contraintes légales que le tiers-état ; dans l'empire romain, les patriciens, les chevaliers et les sénateurs avaient primauté sur la plèbe. Même les musulmans qui ne connaissaient pas à l'origine ces différences sociales ont investi le calife de l'autorité royale, les charges de vizir, de scribe ou de chef de la police étant réservées aux proches du calife. Les rapports entre le roi et la noblesse ont toujours été fondés sur des rapports de forces. Ces analyses de l'évolution du rôle de l'Etat dans la vie économique sont contestables, bien sûr. Les descriptions ne sont pas toujours à même de représenter une réalité complexe. Ainsi, les conceptions marxistes de l'histoire des faits économiques, faisant référence au matérialisme et à la dialectique historiques, cherchent à valoriser le conflit dans l'évolution des systèmes. L'interprétation de Jean-Pierre Doujon¹ est à ce titre représentative de ce courant de pensée.

B) L'Etat, agent économique moderne

La modernité de l'Etat découle de la généralisation de l'organisation, de la législation et de la recherche de rationalité dans l'action. Cependant, il est en crise, à la fois dans les pays « à économie de marché », mais encore plus fondamentalement dans les anciens pays socialistes.

a) Les fondements de l'Etat moderne

L'Etat moderne est caractérisé par son organisation, son pouvoir de législation et sa recherche de rationalité dans l'action. L'industrialisation a accentué à la fois la division du travail et la perte d'autonomie des familles.

L'exode rural a brisé les liens familiaux et la famille s'est peu à peu réduite à la relation directe entre les parents et les enfants. Dans les villes déjà surpeuplées par rapport à leurs infrastructures, la situation économique de la grande majorité des citadins devient très précaire, au point de rendre quasi obligatoire le travail des femmes et des enfants. La situation sociale très tendue devient de plus en plus insupportable, ce qui suscite des réactions et même des révoltes contre le pouvoir en place. L'Etat ne se voit plus affecter le seul rôle de défense communautaire et de garantie de fonctionnement de la division du travail, il lui est dorénavant réclamé d'instituer des assurances sociales. Dans ces conditions, il a été obligé d'intervenir dans la vie économique, afin de combattre le chômage, grande source de mécontentement et de révolte contre les pouvoirs. Les gouvernements deviennent aussi responsables du bien-être de leurs gouvernés, sous la pression des syndicats et des associations d'employeurs. L'Etat supprime progressivement les règles fondées sur la hiérarchie sociale et les idées de libertés individuelles, de démocratie et de droits de l'homme s'imposent à lui. La centralisation du pouvoir est liée à l'industrialisation. Les petits Etats agricoles inadaptés devant la révolution industrielle ont été amenés à s'organiser en grandes nations industrielles, par voie de fusions successives, selon des processus historiques différents (guerres, accords commerciaux, etc.). Les idées de séparation des pouvoirs, de démocratisation et de socialisation se sont développées face aux raideurs et à l'omnipotence du pouvoir central ; la puissance d'Etat a véritablement fait l'objet de luttes politiques, philosophiques qui ont parfois abouti à des conflits armés. Il s'agit donc bien du développement de ce que les marxistes appellent les libertés formelles, puisque la dimension économique en est absente. Devant les problèmes cruciaux que traversent notre époque (évolution des villes, pollutions, problème des eaux, faible autonomie des individus), les Etats se voient attribuer des pouvoirs de plus en plus étendus, gonflant ainsi l'appareil d'aide à la décision, créant les conditions des pouvoirs administratifs anonymes. La bureaucratie devient un Etat dans l'Etat et le contrôle des autorités publiques devient, au fond, de plus en plus anarchique. Cependant, ce rôle de l'Etat a créé son contraire, la fameuse globalisation. Le processus de concentration des grandes firmes multinationales réduit considérablement les degrés de liberté et d'action des autorités publiques nationales. La question est maintenant de savoir si l'Etat est en déclin. Il est d'ores et déjà en crise.

b) L'Etat en crise dans les économies de marché

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, le poids de l'Etat dans la vie économique s'est considérablement développé. Les principes de politique économique de la théorie keynésienne étaient largement retenus par les gouvernants et pendant les « Trente Glorieuses », l'action de l'Etat a été considérée comme décisive dans la lutte contre les cycles ou les crises éco-

nomiques. De nombreux théoriciens faisaient état de la nécessité de la régulation économique de l'Etat et les idées de planification souple se sont développées dans quelques économies nationales. Cependant, avec la crise du début des années 70, les politiques économiques ont été remises en question. D'abord, le principe du retour à l'équilibre budgétaire est de plus en plus recherché, souvent en vain, par les Etats et l'idée d'une réduction du rôle de l'Etat dans la vie économique s'est manifestée avec les flux de privatisation des entreprises publiques et la disparition progressive du caractère opératoire des plans macro-économiques nationaux. Ensuite, l'internationalisation des économies, la mise en place des changes fluctuants, l'ouverture progressive des frontières, l'importance accrue des grandes firmes et organisations internationales ont considérablement limité le champ d'action des autorités publiques dans le domaine économique. Enfin, la crise des pays socialistes a renforcé la puissance des économies libérales et altéré l'image d'un Etat gestionnaire de l'économie. Les politiques économiques n'en sont pas pour autant absentes de la gestion courante de la vie économique, mais leur rôle devient plus discret, moins autoritaire, moins volontariste. Elles s'appliquent à réduire les effets négatifs de l'économie de marché ; elles ont de moins en moins de responsabilité directe dans l'évolution même des structures productives, mais elles gardent une influence certaine dans l'allocation et la redistribution des richesses. Il reste cependant étonnant que, malgré cette méfiance à l'égard des politiques économiques, les gouvernants soient toujours accusés d'inefficacité et sanctionnés électoralement dans les situations de crise économique.

La fin des idéologies globalisantes marque la fin du «sens de l'histoire». Leur échec traduit le refus des visions simplificatrices, et il conduit à l'éloge de la complexité. On peut constater l'accélération des rythmes de changement, avec l'émergence d'effets cumulatifs et irréversibles. La disparition des modèles conduit à la perte des normes sociales. La situation de crise est devenue permanente, associant la perturbation et la difficulté de mettre en évidence les perspectives de renouvellement, alors même que l'anticipation constitue un élément essentiel de toute stratégie économique. À côté de la maîtrise technique, la capacité d'organisation est devenue essentielle pour la compétitivité et l'efficacité des entreprises et des collectivités.

C) Les désagréments économiques de l'absence d'Etat.

L'exemple de la Russie

Les résultats de l'économie en transition de la Russie ont largement dépendu de la relation exprimée entre l'Etat et la société russe. Et une grande partie des raisons qui ont conduit à l'échec de la politique économique engagée semble dépendre de la politique de l'Etat. Les analystes de la situation économique russe n'ont pas toujours mis en évidence les effets de la

crise financière sur ce pays en transition. Avant 1997, les réflexions des économistes portaient plutôt sur le caractère structurel nécessaire de l'évolution de la Russie, comme le montrent les analyses d'une Table Ronde du projet Tacis-PROMETEE, tenue à Moscou en 1996, intitulée « La Russie, cinq ans après ². » Plusieurs économistes ou experts avaient exprimé à la fois leurs analyses, finalement assez proches, des obstacles qui empêchaient la Russie à retrouver le chemin d'une saine croissance, et leurs divergences concernant les mesures à prendre. À partir de 1997, les questions sur la solidité de la transition en Russie se sont posées. Deux formes d'opposition se sont manifestées, l'une optimiste insistant sur la continuation du processus de libéralisation, l'autre pessimiste contestant l'efficacité des réformes. Il est intéressant de noter que ni les responsables du FMI, ni la pensée libérale n'ont mesuré l'importance des phénomènes financiers sur la Russie. Ce qui montre la difficulté de la tâche à entreprendre en Russie.

a) Les analyses pessimistes

Pour Michael Intriligator ³, l'une des plus grandes menaces pour la sécurité internationale d'aujourd'hui, à savoir le futur de la Russie, n'intéresse pas suffisamment les hommes politiques et les politologues, alors que ces derniers faisaient pourtant une fixation totale sur l'Union soviétique et sa menace militaire potentielle, principalement sur ses armes nucléaires, pendant la guerre froide. La Russie est chancelante, mais elle est susceptible de remettre totalement en cause la sécurité mondiale. De manière évidente, la situation présente ressemble remarquablement à celle de l'entre deux guerres, après « la der des der », cette première guerre mondiale qui n'aurait dû être suivie d'aucune autre, qui a pourtant conduit l'humanité à la plus grande guerre de son histoire. La Russie est dans une situation impossible, elle doit faire face à des problèmes économiques et politiques catastrophiques qui développent autant de dangers à long terme. La Russie connaît une dépression comparable à celle des Etats-Unis des années 1930 et, dans le même temps, elle souffre d'une inflation comparable à celle de l'Allemagne des années 1920. En outre, à la suite de l'échec de la mise en place de réelles institutions de marché et du fait des insuffisances concernant les droits de propriété, les banques d'investissement et du commerce, l'exécution des lois et de régulation juridique ou la mise en place d'un code commercial, la transition a conduit à une économie « mafieuse », dans laquelle les criminels établissent leurs propres institutions. Ainsi, de nombreuses « mafias » contrôlent d'importants secteurs de l'économie et elles se manifestent par des extorsions illégales multiples. Les nouveaux « propriétaires et managers » des firmes privatisées agissent sans entraves comme des monopoleurs. Ils cherchent à contrôler les prix (notamment par des protections publiques), à réaliser, voire à liquider les actifs de la société, et à déposer le produit de la vente dans des comptes bancaires personnels

« *offshore* », dans une atmosphère de prévarication et de corruption généralisées. Les conflits territoriaux et ethniques assombrissent encore le tableau. Enfin, tous les systèmes qui appartiennent à un Etat moderne, comme la santé, l'agriculture, l'environnement, l'éducation, le droit, la science et la technologie, sont aussi en crise. Plusieurs scénarios possibles se présentent devant la Russie, ce qui pourrait avoir des influences substantielles sur l'ensemble du monde.

– Le premier scénario fait référence à la mise en place d'un nouveau système autoritaire, avec l'apparition d'un nouveau Staline. Cette situation peut être rendue possible même par l'élection démocratique d'un Président extrémiste qui pourrait prendre avantage de la nouvelle Constitution, garantissant les pouvoirs importants à la Présidence. Elle pourrait aussi être le résultat d'un putsch ou d'un « coup d'Etat », qui répéterait l'histoire russe récente, lorsque le système autocratique tsariste a été rejeté en faveur d'abord d'un système démocratique, qui a ensuite été détruit par les Bolcheviks. Le résultat en a été une période brève de démocratie entre deux régimes autoritaires.

– Le second scénario consiste dans la perpétuation de la crise de l'autorité légale, conduisant au chaos et à l'anarchie, avec des gangs criminels prenant le contrôle des régions du pays.

– Le troisième scénario conduit au développement de guerres civiles internes, élargissant le conflit de la Tchétchénie vers de nouvelles aventures sécessionnistes à l'intérieur même de la Fédération de Russie.

– Un quatrième scénario pourrait suivre l'exemple de l'ancienne Yougoslavie, la Russie apportant son soutien aux minorités russes en Ukraine, en Biélorussie ou en Kazakhstan, en conflits avec leurs gouvernements. Winston Churchill dans son livre de 1938 intitulé « Pendant que l'Angleterre dort », reprochait à la Grande-Bretagne d'ignorer la menace de l'Allemagne nazie qui devait conduire, l'année suivante, à la guerre. De nombreux observateurs ont noté les remarquables similarités entre la Russie d'aujourd'hui et la République de Weimar qui a précédé la venue de Hitler au pouvoir en 1933 : la perte d'empire et de statut international, la dépression, l'hyperinflation, la destruction de la classe moyenne, etc. On s'est demandé comment le peuple allemand, hautement civilisé et éduqué, a pu élire démocratiquement Hitler, dont les plans pour la guerre et le génocide étaient clairement connus. Peut-être que la meilleure réponse est la plus simple : les peuples désespérés commettent des actes désespérés. La même chose pourrait arriver en Russie, avec des conséquences désastreuses comparables.

Pour Robert Boyer⁴, ce qui est surprenant c'est la longueur, la profondeur et la durée de la récession russe contemporaine, qui dépasse celle de tous les autres pays en dehors de l'ancienne URSS. Si la dépression attendue a bien été présente, le rétablissement de l'économie est toujours attendu, ce

qui rend difficiles les compromis politiques fondés sur la répartition des sacrifices. La question est de savoir si un simple ajustement budgétaire et une politique monétaire sage permettront l'amorçage d'un mouvement de recomposition. Or, toute société a la conjoncture de sa structure. Il n'y a sans doute pas d'indépendance entre la politique de création monétaire, la politique budgétaire et les transformations structurelles. Le modèle d'ajustement macro-économique adapté aux économies développées n'est probablement pas significatif pour la Russie d'aujourd'hui. Avant, il y avait le Gosplan, relativement inefficace, qui assurait la coordination économique et un parti communiste qui mobilisait l'effort politique. En échange, même si une phase douloureuse était prévue, les processus du marché et la démocratie ont été proposés, en vue de conduire à une dynamique analogue à celle des économies développées. Ce qui ne s'est pas produit. En outre, si le marché peut donner l'impression qu'il est auto-équilibrant une fois qu'il est institué, il a cependant besoin d'autorité politique, d'associations, de groupes qui veillent à sa viabilité. Historiquement, il y a eu une lente et parfois douloureuse maturation de l'économie de marché dans les économies capitalistes, pour mettre en place les pyramides d'institutions qui sont nécessaires à son fonctionnement, comme le droit de propriété, un système de paiement et un système de crédit, un Code commercial (pour que le débiteur honore ses créances), une garantie de la qualité des biens et des transactions. De même, la démocratie, qui s'allie au marché, suppose la recherche d'arrangements avantageux pour tous, par l'application de règles du jeu stabilisées, qui définissent les procédures négociées de la résolution des conflits ; elle implique un long processus d'apprentissage, surtout après le rejet d'un système autoritaire. Les problèmes majeurs de la transition tiennent à la difficulté de synchronisation du processus de démocratisation et de l'extension de la logique du marché. En Chine, on a privilégié le marché, en Russie la démocratie. La transition, pour être viable, doit d'une part être acceptable socialement à court terme, et d'autre part constituer un jeu à somme positive, alors même que la Russie d'aujourd'hui produit plus de perdants que de gagnants. Enfin, la théorie économique de base qui façonne la transition suppose la réversibilité des mesures de politique économique. Or, les séquences de politiques économiques doivent être correctement ordonnées. Faut-il choisir d'abord la privatisation, la libéralisation, l'ouverture économique, les réformes fiscales ou la couverture sociale ? Ce choix est essentiel, car il donne l'orientation principale de la nouvelle société en gestation. De conjoncturel, il peut ouvrir ou fermer des perspectives nouvelles. En Russie, le développement des « futures » donne l'impression d'un renversement de la pyramide, puisque l'on a privilégié les actifs financiers sophistiqués dans un univers aux présentations comptables et aux organes de contrôle très déficients. En outre, le processus de transformation institutionnelle se déroule habituellement sur

plusieurs décennies. Lorsque l'Allemagne a voulu rattraper l'Angleterre au XIX^e siècle, elle n'a pas copié les institutions anglaises, elle s'est dotée d'institutions très protectrices. De même, le Japon de 1945 n'a pas copié les institutions américaines, mais plutôt ses produits. La recherche de convergence de la Russie au XXI^e siècle vers le capitalisme américain n'est pas pertinente, compte tenu de la spécificité de celui-ci et des tensions qui le traversent. Enfin, le rôle du marché s'est avéré destructeur des formes anciennes, mais il n'a pas suffisamment construit, par son incapacité à susciter la création de nouvelles entreprises et la mise en place de nouveaux entrepreneurs. Les anciens aiguillons de la croissance (l'investissement excessif, pourtant producteur de pénuries), l'industrie d'armement, l'embryon de consommation de masse, la division internationale socialiste du travail sont dorénavant fortement affaiblis par les effets d'inertie, la polarisation des revenus, le processus de désarmement, et l'effondrement du Comecon. On peut ajouter que la rente pétrolière ou minière a souvent aggravé les problèmes nationaux, du fait du « *Dutch disease* » (le malaise hollandais) notamment. Pour y échapper, il faut s'engager dans la redistribution massive de la rente par l'Etat, développer une politique industrielle active, former des ingénieurs, obtenir un consensus politique pour éviter la polarisation des revenus, et se rappeler que la rente ramenée au nombre d'habitants n'est pas si importante pour être la clef de l'avenir économique de la Russie. Or, aucune de ces actions ne semble avoir été entreprise. Gramsci rappelait qu'un nouveau régime institutionnel ne tuait pas immédiatement l'ancien régime et que le conflit subsiste encore dans les formes organisationnelles ou productives qui n'entrent pas encore dans les normes sociales. La transformation de l'économie russe ne fait que commencer, et dans cette perspective, contrairement à ce qu'affirme le FMI, le « futur risque de durer longtemps ».

Pour Silvana Malle³ de l'OCDE, les réformes nécessaires au processus de la transition ne conduisent pas aux mêmes résultats selon les pays. De nombreux facteurs, notamment sociologiques ou psychologiques, interviennent. Ainsi, la Russie ne semble toujours pas capable de créer la confiance nécessaire à la mise en place d'activités économiques et commerciales normales et d'attirer, à l'échelle de la superficie du pays et de sa population, d'importants investissements directs de l'étranger. La faiblesse de la démocratie menace cette confiance et la Russie résiste au respect des règles du marché, du fait d'intérêts particuliers puissants qui cherchent à promouvoir le *status quo*, la passivité, la suspicion. Le succès de la transition vers le marché suppose la résolution de plusieurs problèmes importants.

— D'abord, le processus pourtant rapide de la privatisation (lequel ne semble d'ailleurs avoir rapporté qu'à peine dix pour cent de ce qui avait été prévu par les estimations gouvernementales) et la mise en place de structures de direction n'ont pas encore produit les résultats escomptés. La plu-

part des entreprises ont été privatisées à 75 % au profit de ses composantes mêmes (les travailleurs et les managers), ce qui les conduit, pour éviter les offres d'achat extérieures, à acheter leurs propres actions. Il s'ensuit que la gestion des firmes n'a pas été profondément modifiée par rapport à la situation précédente, que les mêmes problèmes subsistent, lorsqu'ils n'ont pas été aggravés par l'absence d'un autofinancement fortement compromis par les achats d'actions de l'entreprise par l'entreprise elle-même. Il en résulte des accords sociaux peu en rapport avec les critères modernes de gestion, comme le non-paiement des travailleurs et l'absence de ceux-ci dans les unités de production. En outre, les investissements du gouvernement dans l'industrie textile et l'industrie légère ont été convertis par l'Etat en actions, accroissant ainsi la propriété publique.

– Ensuite, l'absence de transparence et de confiance dans les transactions des valeurs mobilières n'encourage pas particulièrement les capitaux extérieurs à la firme, au moment même où les banques ne semblent pas préparées à gérer les entreprises dont elles ont le contrôle. En 1996, la Banque centrale a imposé une administration temporaire à plusieurs banques privées, témoignage des difficultés importantes de cette activité fortement inquiétée par la corruption et les opérations criminelles.

– La mise en place des Groupes Financiers et Industriels (GFI) favorise la protection des activités privées (qui peut aller jusqu'à l'acceptation d'hypothèques) par le gouvernement. Il en résulte de nouvelles pressions politiques pour accroître encore les avantages et les privilèges reçus. S'il existe bien des conglomérats dans de nombreux pays, notamment au Japon, les GFI n'ont généralement pas de technologies dominantes, ni de retours importants d'économies d'échelle. Bref, ils répondent moins aux critères de bonne gestion de l'ensemble des activités, qu'à des considérations politiques de protection économique, comme la participation de l'Etat dans le capital destinée, au moins partiellement, à rendre la faillite moins probable et à diminuer les coûts de transaction d'obtention des subventions publiques. Certes, il existe déjà une législation et un Comité antitrust, mais leur rôle se heurte aux groupes d'intérêt et aux grands monopoles ou oligopoles soutenus par les régions et, trop souvent, par le pouvoir politique. Même si les étrangers ont obtenu un plus large accès aux marchés financiers russes, les forces d'inertie sont encore trop fortes pour les convaincre de financer l'économie nationale. L'espoir de recevoir plus de 7 milliards de dollars en investissements directs de l'étranger en 1998 ne semble pas devoir être satisfait.

– Le recueil des impôts doit être renforcé, car la culture fiscale des Russes est faible et la recherche systématique du non-paiement des impôts conduit inéluctablement à une grande fragilité des finances de l'Etat, et donc des activités dont il a la charge. Le gouvernement se propose maintenant de suivre les orientations de politique économique suggérées par le Fonds Mo-

nétaire International, même s'il souhaite parfois engager aussi une politique industrielle. Les investissements publics, les subventions ou les crédits à l'exportation ont clairement favorisé l'aéronautique, l'industrie nucléaire et spatiale ou l'électronique, et les barrières douanières ont protégé les secteurs automobiles, du rail ou des machines agricoles, et l'industrie légère. Si les actions de privatisation et de libéralisation sont importantes, le succès de la stabilisation macro-économique est encore fragile et a besoin de fondations microéconomiques plus solides. Le gouvernement, pour lutter contre la baisse de l'investissement, se doit d'agir directement dans certaines branches. Cependant, l'adoption d'une politique industrielle sélective est peut-être prématurée, compte tenu du pouvoir des groupes d'intérêts et du gaspillage potentiel qu'elle implique. Autrement dit, le pouvoir de l'Etat n'est pas suffisamment légitime ou puissant pour éviter que ses actions ne représentent, comme l'affirme la Théorie des Choix Publics, que l'expression des intérêts de ceux qui ont les rênes du pouvoir.

Pour le Professeur Wladimir Andreff⁶, il existe de nombreux effets d'inertie qu'il convient de réduire dans le processus de transformation systémique. Si certains pays ont bien engagé le processus, la Russie a encore échoué avec une inflation importante, une économie non stabilisée, des entreprises encore subventionnées, et si la privatisation a bien été réalisée, elle n'a pas permis de régler le problème de la direction réelle de l'entreprise. Cette situation n'avait pas été prévue par le courant libéral, aux analyses fondées sur de trop simples conclusions de théorie microéconomique, qui a engagé la transition en Russie et qui n'a pas suffisamment pris en compte l'héritage de l'Union soviétique. Ainsi, les politiques monétaires restrictives n'ont eu qu'un effet limité sur l'inflation, témoignant ainsi d'un phénomène inflationniste complexe dans lequel les facteurs monétaires ne constituent qu'un élément du puzzle. Ainsi, la recherche implicite d'indexation des revenus a mis en évidence un effet d'inertie (qui existait déjà implicitement dans l'économie planifiée) et elle s'accompagne d'une lutte sociale des agents économiques en vue d'accroître leur part dans le produit national. Dans ce cas, l'augmentation des prix conduit à une crise de liquidité, qui suppose une croissance de la monnaie, laquelle devient alors une variable endogène. Une politique des revenus et la désindexation des salaires constituent des instruments fondamentaux d'une politique de stabilisation. De même, le processus de privatisation qui a privilégié la propriété des actions du personnel (51 % des actions) a été choisi par 82 % des entreprises (contre 18 % pour un contrôle du personnel à 40 % seulement, et 1 % le contrôle par les seuls dirigeants de l'entreprise, dernière proposition faite afin d'éviter la faillite). En fait, le coût du contrôle de gestion est trop élevé pour les petits porteurs qui ont rapidement vendu leurs parts, permettant ainsi une concentration du capital, qui a bénéficié principalement aux autres actionnaires, le recours à la vente à l'étranger étant une option faiblement utilisée. Il en a

résulté une recherche de stratégie rentière, alors même que la privatisation supposait de nouveaux comportements et financements. Ainsi les droits de propriété fondés sur l'*usus* et le *fructus* ont été transférés à ceux qui exerçaient déjà le pouvoir économique dans l'entreprise, et qui l'ont élargi à l'*abusus*. La survie caractérise les coalitions internes du pouvoir. Comment alors changer Les objectifs de la croissance et de l'autonomie (généralement soutenue par les coalitions internes) par ceux de l'efficacité et du profit (recherchés par les actionnaires extérieurs) ? Or, la distribution du pouvoir dans les coalitions est relativement stable dans les organisations, même dans le cadre d'une procédure légale de privatisation. Ainsi, les anciens directeurs de firmes sont restés au pouvoir, malgré le processus de privatisation, et ils ont cherché à conserver les mêmes réseaux et relations, en se préservant ainsi des prises de contrôle éventuelles de l'extérieur. C'est une privatisation par la « *nomenklatura* » (Malle, 1994), sans restructuration en profondeur. Les réseaux du Parti Communiste ou de la bureaucratie d'Etat ont survécu, parfois ils ont été à l'origine de la corruption ou de l'économie criminalisée, notamment lorsqu'ils n'ont pas trouvé rapidement une place dans le nouveau système. Ils se présentent souvent comme les grands gagnants du processus de privatisation. Or, leurs conceptions économiques sont souvent limitées au gain maximum rapide et à la spéculation. N'ayant pas de formation de gestion d'entreprises dans un milieu concurrentiel, ils se proposent généralement de maximiser le profit à très court terme, à se verser d'importants dividendes et à négliger l'investissement. Autrement dit, la peur de la faillite conduit les intérêts personnels à l'accélérer par une gestion à courte vue, voire prédatrice, de l'entreprise. Seul un Etat puissant et crédible peut combattre ces comportements, mais les relations entre les nouveaux hommes d'affaires et les responsables de l'Etat conduisent bien trop souvent à l'émergence de réseaux corrompus et à la préservation d'intérêts particuliers. Tous ces effets d'inertie n'ont pas pour autant éliminé les « peurs des gouvernants », comme l'émergence d'une crise sociale des travailleurs (malgré l'absence ou la faiblesse des syndicats), d'émeutes ou de soulèvements régionaux ou de la responsabilité du déclin économique, stratégique et politique de la Russie qu'on voudrait leur faire assumer. Il est alors nécessaire de résoudre la question des facteurs d'inertie, plutôt que de débattre sur la réalisation de la privatisation, de la libéralisation ou de la stabilisation, dont l'intérêt, non négligeable pourtant, est fondé sur le soutien des grands investisseurs internationaux (FMI, Banque mondiale, Union Européenne ou Banque Européenne de Reconstruction et de Développement).

b) Les arguments des « optimistes »

Pour Yegor Gaidar ⁷, les conclusions des recherches sur le problème de la stabilisation économique dans les pays post-socialistes sont à la fois satisfaisantes (parce que pendant la période des réformes en Russie, les hypo-

thèses libérales ont été confirmées) et décevantes quant aux résultats, même si plus de temps est nécessaire pour faire un bilan clair. Les réformes ne peuvent être engagées qu'avec une réduction drastique de l'inflation. Celle-ci a bien été un phénomène financier, et toutes les discussions concernant les causes spécifiquement économiques de l'inflation dans les pays où elle excédait 40 % n'étaient pas justifiées. La lutte contre les déséquilibres financiers et contre la croissance de la masse monétaire constitue la meilleure solution pour réduire le taux d'inflation. Il faut remarquer enfin que, pour les économies des pays post-socialistes, le niveau d'inflation et celui de la pauvreté suivent le même trend (en Russie, si le taux d'inflation augmente à 1 % par mois, il en résulte une augmentation de 0.5 % du niveau de pauvreté). La stabilisation politico-économique commence souvent avec la sous-estimation excessive de la monnaie nationale, mais la politique du taux de change n'est probablement pas centrale dans la politique financière générale d'un pays, au contraire des politiques budgétaires et financières. L'expérience de la Russie de 1995 confirme bien cette thèse. Pour Yegor Gaidar, il faut tenir compte de l'héritage communiste. Dans les pays post-socialistes, le cycle électoral, nouveau dans sa forme sociale, présente des formes plus fortes et plus dures que dans les pays occidentaux. L'effondrement de l'économie socialiste a été suivi par une crise économique et financière du système. Venant au pouvoir, en profitant de l'ambiance anti-communiste, les forces démocratiques dynamiques ont reçu comme héritage tous les problèmes économiques d'hier. Les démocrates ont alors été obligés de prendre des décisions très difficiles et souvent très dures pour l'ensemble de la société. Il a fallu très rapidement traiter des questions de la propriété privée, de la distribution optimale des revenus ou de la libéralisation d'une économie jusque-là muselée. Tous ces problèmes graves étaient la conséquence de l'incompétence du pouvoir central communiste. Du fait même des responsabilités économiques et politiques énormes prises par les démocrates pour trouver une solution à une crise due au système précédent, les élections qui ont suivi la politique de rigueur ont donné un avantage certain aux partis et idées de l'ancien système. Autrement dit, les démocrates ont payé électoralement leur effort pour résoudre les problèmes dus au socialisme, permettant ainsi aux anciennes forces de devenir populaires à leurs dépens. Plus les communistes ont détruit leur pays, et plus ils ont eu l'opportunité de gagner les élections suivantes. Ainsi, l'économie tchèque avait peu de dettes, un marché de consommation équilibré et pratiquement, jusqu'aux dernières années du pouvoir du gouvernement communiste, un budget bien équilibré. Les communistes tchèques ont perdu les élections. En revanche, la Pologne avait une situation financière difficile avec une grave crise financière, une hyper-inflation, des dettes considérables. Le parti post-communiste a remporté ainsi les élections suivantes. Lorsqu'elles sont au pouvoir, les forces favorables à l'ancien système

rencontrent de nombreux problèmes comme le changement des aspirations de la population, les transformations quasi irréversibles dans le secteur économique, les modifications de la législation adoptées par le pouvoir précédent. Finalement, elles sont amenées à poursuivre l'ancienne politique, et donc à ne pas respecter leurs promesses, ce qui les rend rapidement impopulaires. S'il fallait satisfaire les obligations publiques reconnues socialement, le taux de prélèvement obligatoire devrait atteindre 40 à 45 % du PIB⁸. Une conclusion politique désagréable en résulte. Si la Russie conserve un volume excessif d'obligations publiques non couvertes par des impôts correspondants, au moins au niveau global cette situation conduit progressivement à la contraction des recettes fiscales. Quand l'Etat ne peut pas, de manière permanente, assurer ses obligations, il offre un bon prétexte au contribuable peu consciencieux, qui pense alors « pourquoi donc paierai-je des impôts pour un Etat qui n'honore pas ses obligations ? ». Au début des années 2000, le même cycle sera institué, et le Parti Communiste russe sera en situation de perdre le pouvoir. Dans ces conditions, l'économie de marché, encore fortement imprégnée de l'héritage de l'économie centralisée, recevra le soutien des vraies forces réformistes démocrates, pour engager enfin la Russie dans la voie du développement économique. Pour Gaidar, la crise ne peut pas être le résultat du mauvais fonctionnement du marché ou de la perte de confiance des opérateurs internationaux. Il est nécessaire d'engager une politique libérale stricte. La solution est, quel qu'en soit le coût économique, d'abord politique. Il s'agit d'assurer à long terme la vie de l'économie de marché, et dans ce dessein d'empêcher le retour au pouvoir des forces liées au Parti Communiste.

Dans un livre récent publié par le FMI⁹, Malcom Knight (1998) a examiné les progrès de la réforme de la banque centrale des pays en transition. La Banque de Russie jouit d'une large autonomie pour maintenir la stabilité des prix et mettre en place une politique monétaire. La circulation des capitaux est peu restreinte, le contrôle des changes est en voie d'élimination, les taux d'intérêt sur les dépôts et prêts bancaires sont libéralisés et des instruments indirects sont appliqués pour contrôler la liquidité des banques. L'approfondissement des marchés monétaires, financiers ou de change est limité par les déficiences dans le respect des contrats, par les contreparties douteuses des banques, par une diffusion insuffisante de l'information et par les difficultés de la banque centrale à exercer son pouvoir de contrôle. Il convient donc de restructurer les banques, d'améliorer une réglementation « prudentielle » adéquate (et de l'appliquer, ce qui n'est pas toujours le cas), de retrouver un niveau d'intermédiation financière adéquat et de développer le système bancaire comme principal prestataire de services de paiements (notamment comme fournisseur unique des services de compensation et de règlement). Cette politique est susceptible alors de réduire l'importance croissante du troc et des échanges non moné-

tisés. Le programme économique de la Russie pour 1998 a fait l'objet d'un examen, dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) accordé par le Fonds Monétaire International en 1996 (FMI, 1998). Dans le communiqué de presse, il a été précisé qu'un accord général sur les paramètres et les mesures économiques pour 1998 avait été obtenu et que l'accord sera prorogé d'un an jusqu'au début de l'année 2000. Si les acquis dans le domaine de la stabilisation économique et de la mise en place des institutions du marché sont incontestables, plusieurs défis doivent être cependant relevés. Il s'agit d'intensifier les réformes structurelles visant à « corriger les déséquilibres budgétaires » et à « promouvoir les principes d'une bonne gestion des entreprises ». Le gouvernement russe accepte l'analyse selon laquelle les déséquilibres budgétaires sont responsables des incertitudes qui pèsent sur les marchés financiers. Avec la réorganisation du Trésor, des efforts particuliers doivent être engagés à la fois pour accroître les recettes et réduire les dépenses du gouvernement fédéral, et pour contrôler que les dotations budgétaires soient financées sans arriérés. D'autres réformes structurelles ont été décidées en vue de renforcer l'essor du secteur privé, des banques et des institutions financières et de réduire l'importance des monopoles naturels. Le FMI a obtenu le ferme soutien du Président Eltsine sur ce programme. « M. Camdessus s'est déclaré convaincu que l'application des politiques prévues au programme assurera à la Russie une transition réussie à une économie de marché dynamique »¹⁰.

Pour Stanley Fisher, First Deputy Managing Director du Fonds Monétaire International, des progrès économiques substantiels ont été réalisés en Russie durant ces six dernières années. La Russie est devenue une démocratie, même imparfaite, avec un Président, des corps législatifs élus par le vote populaire, avec des débats politiques ouverts et une presse libre. Cependant, de manière évidente, le système politique a encore à trouver les moyens susceptibles d'obtenir des solutions plus consensuelles que conflictuelles. Une part importante et croissante de l'activité économique russe est dorénavant dépendante des mécanismes du marché en fort développement. Le secteur privé produit déjà 70 % du PNB. Il manque cependant un code fiscal, des règles budgétaires claires, des services compétents pour collecter les taxes et contrôler les dépenses, et des systèmes d'information adéquats pour une bonne gestion fiscale. Bien que la Russie ait réalisé d'importantes avancées dans quelques secteurs de la réforme structurelle (notamment dans la privatisation des unités productives et commerciales à petite échelle, dans la libéralisation du commerce et du système de change, et à un moindre degré dans la libéralisation des prix), il existe encore d'importants efforts et progrès à réaliser dans ce domaine. Le développement du secteur privé est l'objectif prioritaire. Il s'agit d'accélérer les privatisations, de restructurer les monopoles naturels, de développer les marchés des capitaux, de renforcer le secteur bancaire, d'établir des règles de droit commercial

claires et efficaces, de libéraliser le marché immobilier et d'éliminer les actions gouvernementales lésant l'investissement. L'administration fiscale est mal organisée. Ces conditions découragent l'investissement national et étranger, elles suscitent l'évasion fiscale et elles renforcent l'expansion des activités parallèles (ou souterraines). En fixant ces priorités, il sera important alors :

- de réduire les interventions directes du gouvernement dans l'allocation des ressources,
- de supprimer les efforts budgétaires en faveur des entreprises,
- d'accroître les dépenses destinées à la gestion publique et à son contrôle afin de mettre en place un Trésor efficace,
- de réformer le secteur public en réduisant le nombre de travailleurs redondants,
- de réduire les financements trop importants dans les domaines de la santé et de l'éducation publiques,
- de supprimer les subventions généralisées pour les services collectifs, les logements, etc.

« Cependant, d'ici à six ans, l'économie russe pourra être engagée sur un sentier de la croissance soutenable. Il convient de maintenir le cap fixé par le Fonds Monétaire International »¹¹.

c) Les arguments des « contestataires »

Selon Marshall Goldman¹², pour la pensée libérale, toutes les réformes, concernant notamment le système des prix, la privatisation, la politique fiscale et monétaire, devaient être introduites simultanément du fait même que toutes les variables économiques et sociales sont interdépendantes dans une économie de marché. L'Ecole de Chicago a parfois affirmé, avec quelques réticences, que même les droits de propriétés des groupes criminels étaient préférables à la propriété d'État. Or, la thérapie de choc ne pouvait fonctionner que sous certaines conditions (viabilité des infrastructures, fiabilité des institutions marchandes, lois et tribunaux régissant la faillite et le droit civil, notamment). Cependant, parce que les Communistes soviétiques ont eu 70 ans pour détruire ces institutions et la culture bourgeoise, il fallait plus qu'un simple choc pour permettre au marché russe de revenir à la vie. Le marché en Russie ne pouvait guère renaître par simples décrets gouvernementaux. La Chine a offert une alternative plus efficace. La transformation des entreprises d'État et des monopoles en activités privées constituait une tâche prioritaire. En l'absence de contraintes éthiques et légales, des vols étendus et généralisés de la propriété publique ont été engagés. Les « vouchers » ont eu une valeur nominale de 10 000 roubles qui, du fait de l'inflation, a conduit rapidement de nombreux détenteurs à les échanger contre une bouteille de vodka, aux forces souvent criminelles ou de l'ancienne économie souterraine. Lorsque les monopoles d'État ont été

privatisés sans faire appel à la compétition d'un réseau croissant d'entreprises et d'affaires nouvelles, le résultat inéluctable en a été l'émergence de monopoles privés, et non de la concurrence. Six banques et les sociétés de holdings qu'elles dirigent, plus Gazprom et Lukoil, contrôlent ensemble plus de 50 % des actions de l'économie russe. Au milieu de l'année 1997, les dettes impayées représentaient presque 230 milliards de dollars, soit 20 à 25 % du PIB. Pendant la même année, la collecte des impôts a représenté à peine 52 % de ce qui était attendu. Dans son effort pour accroître les flux fiscaux, le gouvernement établit 200 taxes différentes qui réduisent à néant la réalisation d'un profit pour l'entreprise. Ce qui facilite l'émergence d'une économie souterraine. Avec la thérapie de choc, les réformes sont passées en force avant même qu'une infrastructure opérationnelle ait été mise en place, ce qui a renforcé la puissance de la mafia et de la corruption gouvernementale. Que faut-il faire maintenant pour redresser la situation ? Il est aussi nécessaire de réduire le pouvoir des six grandes banques et des autres monopoles. Il n'y a pas de garantie que ces prescriptions postopératoires fournissent un remède suffisamment rapide. Du fait des erreurs passées, certains dommages ne pourront pas aisément être éliminés. La plus grande partie de la population est devenue assez cynique concernant le processus de réforme et le degré d'acceptation de tout ce qui est associé au système de marché. Mais pour Cassandre, le système capitaliste russe, qui refuse les échecs de la compétition marchande et ne permet pas la régulation gouvernementale, ne représente pas toujours une amélioration par rapport au vieux système de planification centrale.

Pour Menshikov¹³, les versements du FMI servent à financer l'important déficit fédéral, lequel représente encore à peu près 7 % du PIB (produit intérieur brut). Les conditions de crédit du Fonds sont les suivantes : (1) les objectifs fiscaux et monétaires précis, comme, par exemple la collecte des impôts, les réserves internationales ou l'accroissement maximal de l'offre de monnaie ; (2) les réformes structurelles mutuellement acceptées ; (3) les recommandations de politique économique du Fonds. Si la Banque centrale de Russie adhère strictement aux objectifs monétaires, mais les autorités fiscales ne remplissent guère leurs obligations. Seulement 50 % des impôts totaux prévus en 1997 par le budget fédéral ont été perçus, un bon tiers n'a pas été reçu sous forme de monnaie, mais plutôt sous forme de « compensations », ce qui a conduit le Fonds à retarder deux fois le paiement de ses crédits trimestriels. La raison fondamentale de la mauvaise collecte des impôts est fondée sur le fait que l'économie russe fonctionne maintenant largement sur la base du troc (*barter*). Près de 70 % des ventes de l'industrie russe sont payées en nature plutôt que sous forme monétaire. Les entreprises ne peuvent pas payer les impôts principalement parce qu'elles ont des revenus monétaires insuffisants. Le gouvernement lui-même doit des arriérés aux firmes pour les biens et services

qu'il a commandés et acquis. Si Stanley Fischer est globalement satisfait des performances de la Russie, il demande encore plus de contrôles et une plus stricte application des procédures de la faillite aux fraudeurs fiscaux. Pour résoudre ce problème, le Fonds devrait se concentrer sur la réforme bancaire. Les banques russes d'aujourd'hui ne remplissent pas leurs principales fonctions, comme principaux agents de paiements entre les entreprises commerciales et gestionnaires des épargnes monétaires de l'économie réelle. Au lieu de cela, les banques pratiquent l'investissement à court terme dans les fonds d'État largement rémunérés et la spéculation financière. Sans banques efficaces et sans flux monétaire normal, la Russie ne pourra jamais devenir une économie de marché complète, avec toutes les caractéristiques requises. Des réformes structurelles importantes sont encore absentes. Parmi celles-ci, Fischer mentionne une plus grande transparence dans le processus de privatisation, le contrôle des monopoles naturels, une réforme foncière, le développement du marché du travail, l'ouverture à l'investissement étranger et la lutte contre la corruption. Au cours du débat de Chicago, Stanley Fischer a insisté sur la stricte application de la loi. On doit toujours se rappeler que l'économie russe n'est pas une économie de marché classique et que les règles des manuels ne lui sont pas, dans la plupart des cas, applicables.

Pour Sergueï Braguinsky¹⁴, la Russie est un pays riche de ressources. La combinaison de ressources abondantes et d'un capital humain raisonnable accumulé par le complexe militaro-industriel laisse supposer que le gouvernement pourrait engager une politique industrielle de promotion et de reprise de la croissance fondée sur les nouvelles technologies, condition sine qua non du succès des réformes russes. Cependant, la crise économique a été violente. En 1989 (l'année marquant le début d'une période sans croissance industrielle), la Russie importait presque 20 milliards de dollars de machines et équipements à l'extérieur de l'Union soviétique. En 1997, ces importations étaient estimées à 12 milliards de dollars, dont 3 milliards des anciens pays de la CEE. L'approche de la stabilisation insiste sur le rôle de l'investissement direct à l'étranger, même si les résultats obtenus dans ce domaine ont été trop faibles. La Russie a vraiment besoin d'investissements directs de l'étranger (notamment dans les domaines des technologies avancées), créateurs de nouveaux emplois et de nouveaux revenus et acteurs de la restructuration industrielle. Cependant, près des deux tiers de l'investissement étranger viennent sous la forme de portefeuilles d'investissement non seulement inutiles, mais surtout dangereux pour l'effort de reconstruction industrielle ; en effet, ils accroissent le taux de change et ils créent des sources spéculatives additionnelles de revenus, qui exercent une attraction coupable sur le talent rare des entrepreneurs. Il serait préférable que les investisseurs étrangers y regardent à deux fois avant de verser leur argent dans les portefeuilles de titres, et ce pour leur propre sécurité.

La régulation gouvernementale des IDE de type désiré s'avère nécessaire si la Russie veut éviter les problèmes qui frappent les pays de l'ASEAN. Il faut noter que, pendant sa période de reconstruction de l'après-guerre et de forte croissance, le Japon n'a jamais été dépendant d'un flux libre d'IDE, en adoptant délibérément une politique d'importation des technologies et de promotion de l'offre nationale. En outre, seulement 20 à 25 % de l'économie russe fonctionne sur la base d'une économie monétaire, celle qui pourtant fonde les règles du jeu des marchés. À l'exception de quelques places développées, la majeure partie de l'économie russe est en situation de divorce complet avec l'économie monétaire, de telle façon que personne en Russie, excepté les analystes occidentaux et quelques courtiers russes de Moscou, n'a réellement fait attention au craquement du crédit de 1995 et à la crise récente du marché des valeurs mobilières. Aussi longtemps que les transactions domestiques resteront démonétisées et portées par « l'économie souterraine », la stabilisation macro-économique continuera à n'avoir aucun effet sur la croissance industrielle et elle n'entraînera vraisemblablement pas la stabilité et la prospérité à long terme de la Russie. Enfin, la démocratie n'est pas seulement profitable dans l'étape présente de la transition d'aujourd'hui, elle constitue même le seul espoir pour son succès ultime. La Russie n'est pas encore devenue une démocratie significative. De façon à continuer sa marche vers l'économie de marché et vers une société civilisée, la Russie a vraiment besoin d'un changement démocratique de gouvernement et de chefs plus compétents pour conduire, avec succès, les changements fondamentaux exigés par la réforme. Pour Ivan Samson¹⁵, les non-paiements se substituent à l'échange monétaire et ils traduisent une démonétisation de l'économie. En 1996, l'endettement créditeur des entreprises a atteint 193 % du PIB. L'Etat est incapable de mettre en place les conditions d'une solution fondée sur la confiance. Les efforts entrepris par l'Etat en 1997 pour accroître les rentrées fiscales se traduisent, par l'effet des vases communicants, par une augmentation des autres arriérés. Ce phénomène est aggravé par la grande faiblesse du système bancaire russe, fonctionnant encore sur une logique essentiellement spéculative. Bon nombre de banques se sont édifiées lors de la période d'inflation en spéculant contre le rouble. Après la stabilisation acquise grâce au corridor en 1995, la spéculation s'est reportée vers le marché des GKO, bons du Trésor à court terme et à taux fixes émis par l'Etat pour financer son déficit, avec des taux réels de 60 % à 75 % ! En 1995, ces taux ont même provoqué une crise des liquidités, les banques plaçant leurs avoirs en GKO, asséchant ainsi le marché monétaire. De même, beaucoup d'arriérés des entreprises proviennent du placement de leurs liquidités sur les GKO. Ces taux assurent la survie d'une partie des banques, mais au prix d'un accroissement du déficit budgétaire qui se situait à 8 % du PIB en 1996, dont la moitié pour le seul paiement des intérêts sur les bons

du Trésor. La dette publique russe est en train d'exploser. Les émissions de GKO et OF (bons du Trésor à taux variables) sont passées de 5,5 % du PIB en mars 1996 à 11,3 % du PIB en mars 1997, auxquelles s'ajoutent les appels de fonds, encore populaires sur les marchés internationaux, et les nouvelles émissions de titres de type GKO par des municipalités et des régions. Malgré cela, le ministère des Finances n'arrive pas à placer des titres pour un montant équivalent à ceux qui arrivent à échéance, et il intervient pour combler le déficit. De nombreuses banques sont menacées de faillite et leur logique reste spéculative (95 % des prêts bancaires sont à court terme). Enfin, le montant des investissements directs étrangers (IDE) en Russie est très faible, 6 milliards de dollars cumulés de 1989 à 1996, soit moins que les IDE en Europe centrale pour la seule année 1996. Les raisons de cette faiblesse financière sont les faibles performances fiscales de la Russie qui aggravent la situation budgétaire. Les taux d'impôts sont trop élevés, complexes et arbitraires. Seulement 17 % des entreprises payent leurs impôts pleinement et régulièrement et les recettes fiscales représentent à peine 9 % du PIB. La criminalisation des banques et des institutions financières, obligées de blanchir l'argent douteux, fausse la concurrence et accélère la fuite des capitaux. Si l'inflation a bien remplacé la pénurie, signe incontestable d'une rupture systémique fondamentale et irréversible, il reste à démontrer que l'allocation des ressources se fait par le marché et les prix. La stabilisation monétaire n'a pas entraîné à elle seule les comportements vertueux qu'on attendait, la spéculation de court terme prime toujours sur l'investissement et les capitaux continuent de fuir. Les entreprises privatisées ont une logique prédatrice de court terme qui n'a pas été suivie d'une logique industrielle de recherche de profit. L'économie russe ne peut trouver de solution que dans l'optimisme des entrepreneurs et la mise en place, au niveau local, de petites et moyennes entreprises concurrentielles structurant l'espace et transformant les règles du jeu économique au détriment des grandes entreprises privatisées hostiles au changement. La modernisation de la société russe peut se faire par le bas. En outre, la Russie reste une grande puissance militaire, qui reste dangereuse. L'Etat a encore un rôle déterminant à jouer.

Bibliographie

Aganbegyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Avril.

Andreff, W. (1996), Inertial Aspects of the Transformation Process, Tacis-Prometee, Moscou, 16 Mars.

Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Boyer, R. (1996), Les différends aspects de la transition, Tacis-Prometee, Moscou, 16 mars.

Braguensky, S. (1998), Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, , in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées, Cahier n° 19, Paris,

Coulomb, F. Fontanel, J. (2000), Puissance des Etats et globalisation, Ares, Défense et sécurité.

Doujon, J-P. (1995), Histoire des faits économiques et sociaux, PUG, Grenoble.

FMI (1998), Examen du programme économique de la Russie pour 1998, FMI Bulletin, Vol. 27, n°4, March.

Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, , in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, ARES, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992

Fontanel, J. (1993) Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, Defence and Peace Economics, 1995, 6.3.

Fontanel, J., Samson, I., Spalanzani, A. (1995), Conversion for the 1990s. Peace costs against Peace dividend, Defence and Peace Economics, 1995, 6.3.

Fontanel, J., Coulomb, F. (1998), Le succès de la conversion des industries d'armement, condition nécessaire à la réussite de la transition, in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. (1998), in L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1999), Les analyses contradictoires de l'économie russe avant la crise de septembre 1998, Cahiers de l'Espace Europe, Grenoble.

Fontanel, J, Ward, M. (2000), Military Expenditures, Armaments and disarmament, Defence and Peace Economics, Taylor & Francis (Routledge), 1993, 4 (1), pp.63-78.

Gaidar, Y (1996), La réforme économique et le cycle électoral, Tacis-Prometee, Moscou, 16 Mars.

Gaidar, Y. (1996), La politique libérale sans alternative pour la Russie, in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ? , in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Intriligator, M. (1998) L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle, in « La crise de l'économie russe en question » (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Knight, M. (1998), Central Bank Reforms in Baltics, Russia and other Countries of the former Soviet Union, Special Study, FMI, Washington n°157.

Malle, S. (1994), La privatisation en Russie, in Capitalismes à l'Est, un accouchement difficile (Lavigne, M. ed.), Economica, Paris.

Malle, S. (1996), Russia five years later, Tacis-Prometee, Moscou 16 mars.

Menshikov, S. (1998), Le Fonds monétaire et la Russie. Il est temps que ça change. , in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Samson, I. (1998), La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? ,)

Shkaratan ,O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex Defence and Peace Economics, Vol. 9. 1998.

World Bank (1996), Russian Federation. Toward Medium-Term Viability, The World Bank, Washington.